

Les coûts cachés de la corruption

• Découragement de l'investissement

• Une prime indirecte au développement de l'informel

Comme annoncé sur nos colonnes (édition N° 4824 du vendredi 29 juillet 2016), la corruption est de loin, le principal obstacle au climat des affaires pour les entreprises marocaines. Une main-d'œuvre insuffisamment formée, l'informel ou encore une qualité de l'éducation toujours à la traîne... sont cités comme des boulets au business dans l'étude «Qu'est-ce qui retient le secteur privé dans la région Mena?», réalisée conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI), ainsi que de la Banque mondiale sur les obstacles au développement du secteur privé. Helena Schweiger, senior économiste à la BERD (basée à Londres) analyse les conséquences de ce tableau.

- **L'Économiste: La principale contrainte au climat des affaires au Maroc tient à la corruption. Quel commentaire cela vous inspire?**

- **Helena Schweiger:** 21% des entreprises du secteur privé marocain identifient la corruption comme leur principal obstacle, comparé à une moyenne de la région Mena (1) de seulement 8%. Près de 37% des entreprises ont été confron-



Helena Schweiger, senior économiste à la BERD: «Les réformes visant à améliorer les compétences de la main-d'œuvre devraient se concentrer sur la réorientation des systèmes d'éducation vers l'apprentissage de compétences qui répondent aux besoins spécifiques du secteur privé» (Ph. BERD)

le rapport. Derrière le Yémen, mais avant le Liban, où 19% des entreprises ont au moins payé un pot-de-vin une fois. De plus, le Maroc a également un des indicateurs de profondeur de corruption le plus élevé dans la région, atteignant 29% (comparé à la moyenne Mena de 19%). L'indicateur de profondeur de la corruption reflète le pourcentage des transactions où l'on demande à une entreprise de payer un pot-de-vin lorsqu'elle sollicite des services publics, des autorisations, ou des permis. Le Maroc se place aussi derrière la moyenne des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

publique. Ceci peut être une indication des effets des incertitudes économiques et de l'environnement d'investissement affectant la volonté des entreprises à se lancer dans des activités qui exigent des permis et des autorisations. De plus, la perception des entreprises dans le cas de demandes de pot-de-vin et la mauvaise qualité du service public peuvent également être des facteurs importants pouvant décourager les interactions avec les administrations publiques. Enfin, la corruption peut aussi entraîner des erreurs d'allocation de ressources. Le rapport montre que les entreprises qui perçoivent la corruption comme un obstacle majeur tendent à connaître des taux de croissance inférieurs tant au niveau du chiffre d'affaires que de l'emploi, et une productivité moins élevée.

- **La qualification de la main d'œuvre reste également un grand problème ...**

- Le Maroc a un des taux les plus faibles de scolarisation tertiaire dans la région. Le taux brut est seulement de 16% de la population totale en âge de scolarisation, contre 30% dans la région Mena dans son ensemble. En outre, la qualité de l'éducation laisse à désirer et ne correspond souvent pas aux besoins des entreprises du secteur privé. Les en-

treprises marocaines sont plus susceptibles d'offrir une formation continue que leurs pairs de la région -26% d'entre elles offrent une formation continue, par rapport à la moyenne régionale de 17%. Le manque de main-d'œuvre qualifiée est aussi particulièrement contraignant pour les entreprises à croissance rapide. Les réformes visant à améliorer les compétences de la main-d'œuvre devraient se concentrer sur la réorientation des systèmes d'éducation vers l'apprentissage de compétences qui répondent aux besoins spécifiques du secteur privé, avec une attention plus importante accordée à la formation professionnelle. Des incitations et subventions en faveur des entreprises à former leurs employés peuvent également aider. □

Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

(1) Le rapport présente les résultats de l'enquête sur les entreprises de la région Mena réalisée en 2013 et en 2014 dans huit économies à revenu intermédiaire de la région: Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, la Cisjordanie et Gaza, et le Yémen.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

L'informel, un poids inquiétant

47% des entreprises au Maroc indiquent qu'elles sont en concurrence avec des entreprises opérant dans l'informel. Ce qui est nettement supérieur à la moyenne Mena de 16%. Les entreprises opèrent en dehors de l'économie formelle pour diverses raisons -politiques inappropriées ou mal mises en œuvre, manque de cadre juridique et institutionnel appropriés ou de confiance dans les institutions et les procédures administratives. La première étape pour réduire le poids de l'économie informelle est d'identifier les raisons de son développement. La deuxième étape consiste à mettre en œuvre des réformes adéquates. Par exemple, la simplification des procédures d'enregistrement d'une entreprise pourrait être une mesure encourageante. □

tées au moins une fois à une demande de pot-de-vin après avoir sollicité des services publics (branchement électrique, raccordement à l'eau, réunion avec des agents des impôts), des autorisations (liées à la construction) ou des permis (importation, permis d'exploitation). Ceci place le Maroc au deuxième rang parmi les économies mentionnées dans

- **Quelle est l'incidence de ces pratiques sur l'investissement?**

- La perception de corruption peut décourager des entreprises à interagir avec des fonctionnaires. A l'exception des visites par des agents des impôts -une interaction qui est rarement volontaire- seulement 35% des entreprises au Maroc s'engagent dans une transaction